

EN TEMPS REEL

Le temps, c'est de l'argent et depuis toujours, les hommes se sont efforcés de calculer le temps et de le rendre rentable.

Rentable dans le travail grâce à la vitesse d'exécution, de déplacement, de gestion ; rentable au niveau sportif où la vitesse des uns met en échec la lenteur des autres ; rentable encore au niveau éducatif où il est exigé du jeune un cursus scolaire qui le somme, en principe, de réussir dans un temps réel déterminé, bien qu'aujourd'hui soit introduit un peu plus de temps psychologique.

Ce temps psychologique sert aux publicitaires pour illusionner et faire rêver à des jours meilleurs ; ils **ponctionnent réellement** et régulièrement sur les finances des consommateurs par **le crédit**.

Lors de la crise de 1929, crise due à une politique malheureuse de la Banque Centrale américaine (1) et d'une spéculation exacerbée, le « temps psychologique » a fait pencher la balance vers la peur et le manque de confiance. Cela a montré clairement que l'économie a comme moteurs l'interprétation des événements **(i)** et la confiance en l'avenir.**(ii)**

Ainsi, la liberté de chacun ou de groupes d'influence du monde économique infléchissent les événements dans un sens ou dans l'autre.

Le moteur est bien le virtuel, le décollé du réel, l'imaginaire possession des biens promis, la confiance dans les jeux de hasard et l'argent spéculé sur des richesses gonflées artificiellement.

(1) Comme les chinois le font actuellement avec la bourse chinoise, Roosevelt a introduit l'utilisation exagérée de l'emprunt par l'Etat

Après 1929, les réserves étant devenues minces, le président Roosevelt introduisit d'une manière structurelle l'utilisation par l'Etat du **crédit** à savoir, « vous achetez aujourd'hui (**en temps réel**) et vous payerez demain (**en temps postposé**). » Ainsi, il pratiqua une politique de déficit budgétaire qui augmenta les dépenses de l'Etat.

Cette politique favorisa la relance de la machine industrielle américaine et releva artificiellement le pouvoir d'achat des citoyens puisque beaucoup de biens de consommation pouvaient être achetés à crédit.

Après la guerre 1939-1945, le plan Marshall par ses dons massifs engagea l'Europe à acheter des produits made in Usa .

Ce plan fut bénéfique car il releva plus rapidement l'Europe occidentale de ses ruines, alors que l'Union Soviétique, le refusant catégoriquement, mit des années à se redresser.

Le crédit peut être un bienfait s'il **aide aujourd'hui pour demain sans tomber dans la démesure. (2)**

(2) Sans mesures, le crédit est une calamité. Regardons la dette de la Belgique : elle ne baisse quasi pas et les impôts que nous payons servent à payer les intérêts d'une dette publique contractée auprès de ...banques privées.

Dans ce cas de figure, le crédit est dangereux.

*Il n'en va pas de même du Revenu de base **qui lui** n'exige ni remboursement, ni intérêts et soutient le pouvoir d'achat et donc l'économie.*

Un exemple de crédit humanitaire parmi d'autres est celui de **la Grameen Banque du Bangladesh** fondée par le Professeur Muhammed YUNUS.

Cette dernière prête à la semaine l'argent nécessaire à l'équipement de base et à l'achat de matériel nécessaire à l'exercice du travail d'artisan ou de coopératives dans le Tiers Monde, à Chicago, en Alaska etc...

Toutefois, faire du crédit en général et du micro-crédit en particulier un système planétaire rend les gens dépendants du crédit comme des drogués qui doivent recevoir leur dose quotidienne.

Cependant, sans le crédit, c'est la crise ! **Nous sommes donc là dans un cercle vicieux.**

Ce dernier peut être rompu par le modèle socioéconomique de VIVANT qui d'une part soutient le pouvoir d'achat sans intérêt (Revenu de base) et d'autre part détaxe le travail et ne taxe qu'à 15 % les bénéfices d'une entreprise.

Cela a comme conséquence que, et le particulier, et l'indépendant peuvent tout deux s'autofinancer sans avoir recours systématiquement au crédit.

En attendant, les Etats et les organismes financiers continuent à jouer sur le temps d'hier et de demain pour cannibaliser l'aujourd'hui des finances du consommateur.

A titre d'exemple, nos banques n'ont rien trouvé de mieux lorsque nous déposons de l'argent aujourd'hui, que de faire comme s'il était déposé demain, prétextant que c'est une manière de se payer le temps de travail nécessaire à la transaction.

Or, ces mêmes banques fonctionnent informatiquement en temps réel et développent l'immédiateté de leurs mouvements financiers.

L'invention de la date-valeur ne se justifie plus aujourd'hui et devrait être remplacée par un forfait... indépendamment des sommes engagées car, *servir un kilo de pommes de terre ou 5 revient au même quant au travail fourni.*

La prestation en temps est équivalente pour une transaction de 25 € et de 250 000 € .

L'Etat procède de la même manière. L'exemple d'un indépendant à qui l'Etat doit en valeur TVA 50 000 € qui lui seront versés dans un an (*temps reporté*) alors que ce même indépendant doit à ce même Etat une somme de 6000 € qu'il n'a pas et qu'il doit payer dans les huit jours.

Pour ce faire, il se voit obligé de contracter un emprunt dans une banque qui prendra un intérêt sur l'argent que cet indépendant **possède réellement** mais dont l'acquisition est postposée par l'Etat.

C'est inacceptable. Si le pouvoir d'achat correspond en partie à un pouvoir de crédit, cela devient malsain et ne correspond pas à l'économie réelle.

Nous avons aujourd'hui la possibilité de travailler à tout niveau **en temps réel** grâce à l'informatique.. Impossible direz-vous ? On le fait bien au niveau de la bourse... Pourquoi pas au niveau de la consommation et des charges commerciales et fiscales ?

Ce refus du temps réel est un refus qui intéresse la spéculation.

VIVANT pour sa part, propose que la levée de l'impôt sur la consommation s'effectue **en temps réel** (informatique), que le revenu de base (tranche de pouvoir d'achat) soit versé **en temps réel** (mensuel) et non-soumis à des conditions administratives dignes du labyrinthe.

Ainsi, l'indépendant, **en temps réel**, sait ce qu'il a réellement dans sa caisse, et le particulier sait réellement ce qui rentre certainement tous les mois.

Il peut donc devenir son propre prêteur, son propre gestionnaire, et le développement de la consommation n'est plus dépendant du bon vouloir des organismes financiers qui, par le crédit, illusionnent les consommateurs.

Dans VIVANT, même les pensions seront **financées en temps réel** selon le système de répartition mis en danger aujourd'hui par la baisse du nombre d'actifs par rapport aux non-actifs.

Dans Vivant, les actifs et les non actifs, par la taxe sur la consommation, payent en temps réel pour les actifs et les non-actifs.

Le temps réel est le temps de l'individu qui retrouve sa liberté d'entreprendre et peut ainsi gérer sa vie au mieux.

Le temps réel exige de concevoir un enseignement en prise avec la réalité économique et sociale.

Il ne faut pas confondre le culturel avec de l'archéologie ni l'avenir avec de la science fiction. Enseigner aux jeunes ce qui leur est utile pour aujourd'hui et éveiller au goût d'apprendre, c'est le rendre capable de mettre en place les paramètres indispensables au développement de sa propre vie et de ses relations affectives et sociales dans un monde réel.

Eduquer **en temps réel**, c'est mettre le jeune aux prises avec la réalité de sa vie sans pour autant gommer l'imaginaire et le symbolique qui sont des viviers d'inventions et de projets pour l'avenir de tout un chacun.

En temps réel, il est nécessaire d'être reconnu aujourd'hui non pas dans une compétence coupée du monde mais dans celles qui permettent de communiquer avec ce monde.

Or, où se trouvent les lieux éducatifs à la communication avec le « réel » ? Où se trouvent les lieux éduquant à l'interprétation la plus correcte possible du passé et du présent ?

Ces lieux restent à inventer et ne pourront voir le jour que si nos écoles, débarrassées de leur organisation de type industriel (grandes entités), retrouvent une convivialité grâce à laquelle il y fait bon vivre. Certaines écoles jouent ce rôle mais elles ne sont pas légion.

Jadis, le lieu du temps réel de la communication se situait dans la famille et à l'école, pour une élite, qui ne faisait que prolonger les acquis familiaux.

Aujourd'hui, nous nous trouvons devant une démocratisation des études et un éclatement de la famille. Aussi, le jeune a du mal à s'y retrouver et recherche des hauts lieux de convivialité.

Certains choisissent la télévision, les RAVES PARTYES faute de projet d'avenir ou de vie passionnante, d'autres se retrouvent dans des cercles humanistes, sportifs ou religieux où ils développent **en temps réel** leurs compétences.

Face à cette transformation de la société, l'école, la finance, la banque, l'Etat doivent mieux se mettre au service du citoyen **en temps réel** au lieu de jouer sur une illusion **savamment entretenue** par des effets d'annonces et promesses multiples.

Développer une organisation **sur le temps réel**, (qu'il soit physique ou psychologique), c'est autoriser chacun à devenir le gestionnaire de sa vie au lieu de l'enfermer dans un réseau financier et culturel où les conditionnements sont plus paralysants que constructeurs d'avenir.

L'aujourd'hui de la mondialisation, exige de combattre cette fracture **réelle** entre les pauvres et les riches ; l'aujourd'hui de la mondialisation oblige les pouvoirs à rétablir le contrat de confiance entre les gouvernants et leur administrés, car il est grand temps que les pouvoirs nationaux retrouvent **réellement** leurs compétences de gestion face à la financiarisation galopante des marchés.

L'aujourd'hui de l'éducation, c'est autoriser le jeune à faire atterrir ses rêves en lui permettant, non seulement de s'instruire et de développer une vie relationnelle et affective, mais en lui fournissant les outils nécessaires afin qu'il puisse gérer « **en temps réel** » ses relations quotidiennes au lieu de se réfugier dans une violence qui est le signe d'une grande solitude.

Si nos concitoyens étaient mieux à même de gérer leurs conflits quotidiens, les cours de justice seraient moins embouteillées par des procès de voisinage et pourraient s'attacher à des dossiers plus importants.

Si notre société, de par son vouloir politique, se mettait en recherche de plus de bien pour le plus grand nombre, nous pourrions développer ce capital social indispensable pour la bonne tenue de l'aujourd'hui et de l'avenir de nos communautés humaines.

Le temps réel, le temps retrouvé, le temps donné pour une cause réelle, voilà des aspects de la vie économique et sociale qui sont susceptibles de dynamiser tout un chacun vers une Europe plus sociale et une mondialisation plus harmonieuse.

Jean-Paul BRASSEUR
(responsable de VIVANT-EUROPE)